

Élections municipales

En Ville, les candidats ne viennent plus du privé

Sur les 22 «candidats à la candidature» pour l'élection au Conseil administratif, un seul est salarié dans le secteur privé. Une tendance qui se renforce. Problématique?

L'essentiel

- **Constat** Les candidats venant du privé sont quasi absents de la course à l'Exécutif de la Ville.
- **Représentativité** Le secteur privé correspond pourtant à deux tiers des emplois dans le canton.
- **Expérience** Une absence qui pose problème car ces profils sont plus aptes à trancher, selon d'anciens magistrats.

Théo Allegrezza
@theoallegrezza

Il s'est peut-être joué quelque chose de plus qu'une simple désignation, en septembre dernier, lorsque le PLR s'est prononcé en faveur de Simon Brandt, au détriment d'Adrien Geneccand, pour l'élection au Conseil administratif de la Ville de Genève en 2020. Si l'on s'intéresse à leurs CV respectifs, la section a retenu un adjoint scientifique du Département de la sécurité, tandis qu'Adrien Geneccand travaille en tant que conseiller à la clientèle chez UBS. Autrement dit, un fonctionnaire a été préféré à un salarié du privé.

Or ce dernier profil est rare. À ce stade, aucun des candidats retenus par les partis n'est un employé du privé. Et si l'on se penche sur l'ensemble des vingt-deux «candidats à la candidature» qui se sont manifestés jusqu'ici pour l'Exécutif de la Ville, un seul l'est, Adrien Geneccand, que le PLR a donc écarté. Ce secteur représente pourtant plus de deux tiers des postes de travail à Genève, selon l'Office cantonal de la statistique. À l'inverse, la moitié des candidats est issue de la fonction publique, laquelle correspond à un quart des emplois dans le canton.

«Dans le passé récent, la gauche a souvent recruté ses candidats au



Les cinq magistrats de la Ville
Au second plan, les conseillers municipaux, lors d'une plénière en novembre. MAGALI GIRARDIN

«L'économie privée ne représente pas l'unique fondement de notre société»

Caroline Marti Députée, ancienne «candidature à la candidature» socialiste

sein de l'administration publique», observe le professeur Pascal Sciarini, de l'Université de Genève. C'est toujours le cas, comme en témoigne le choix du PS de présenter le magistrat sortant Sami Kanaan (ancien directeur de département à la Ville) et Christina Kitsos (chargée des affaires migratoires au Département de l'instruction publique) ou des Verts avec Alfonso Gomez (directeur adjoint au Conservatoire).

Politiciens professionnels

Mais ce qui est nouveau, aux yeux de Pascal Sciarini, c'est que la droite aussi a de plus en plus recours à ce type de profil, alors

qu'elle avait tendance à privilégier les professions libérales. En Ville, le ticket de l'Entente devrait ainsi se composer de Simon Brandt et des conseillères municipales PDC Alia Chaker Mangeat et Marie Barbey-Chappuis. Si la première est avocate indépendante, au bénéfice d'une expérience dans l'audit, la seconde a fait l'ensemble de sa carrière dans l'administration. Comme Simon Brandt, celle qui officie aujourd'hui en tant que bras droit du conseiller d'État Serge Dal Busco fait partie de cette nouvelle génération de «professionnels de la politique», note Pascal Sciarini. Des «apparatchiks»,

disent leurs contempteurs. «Des hommes de dossiers», rétorquent leurs soutiens.

Au PS, Virginie Studemann et Caroline Marti ont suivi un tel cursus. Toutes deux ont occupé plusieurs postes au sein du parti, avant de briguer l'investiture en Ville. La députée Caroline Marti, interrogée lors de l'annonce de sa candidature, insistait sur le fait que «l'économie privée ne représentait pas l'unique fondement de notre société». «Le mouvement associatif apporte énormément à la société. C'est à travers lui qu'on prend le pouls de la population, qu'on sent les aspirations de ceux qui ne s'expriment pas à travers les urnes», ajoutait la secrétaire générale du Groupement des coopératives d'habitation genevoises.

de nettoyage et de revêtement des sols, qui compte six employés. «Il faut vraiment avoir la passion de la politique aujourd'hui pour s'engager, rapporte-t-il. Gérer une entreprise n'est pas vraiment compatible avec les heures de travail, toujours plus importantes, en commission ou en plénière.» Or il faut généralement passer par la case parlement avant de se présenter à un Exécutif. Pascal Sciarini parle d'un «filtre en amont». «Comme les partis choisissent leurs candidats parmi leurs élus ou au sein de leur appareil, l'accès est barré à ceux qui ne sont pas du sérail.»

Quelle représentativité?

Comme le souligne le politologue, la représentativité, à Genève comme ailleurs, n'est plus assurée depuis longtemps. Consciente du phénomène, l'organisation Economie-Suisse avait d'ailleurs lancé, en 2015, un appel à ses cadres pour qu'ils s'engagent davantage en politique.

Est-ce un problème pour autant? «Notre système de milice implique d'avoir des représentants de l'ensemble de la population pour bien fonctionner», estime Karim Lasseb. Selon lui, ce sont toutefois des candidats mettant au premier plan des compétences managériales qui accèdent plus facilement aux Exécutifs des villes depuis quelques années. Pascal Sciarini, lui, interroge: «Est-il nécessaire d'être ouvrier pour défendre la cause des ouvriers?» Espérons que non. Car aucun ouvrier n'est candidat.

«Les magistrats n'osent plus trancher»

● Est-ce important, pour un politicien qui veut siéger dans un Exécutif, d'avoir travaillé dans le secteur privé? Oui, répondent d'anciens conseillers administratifs. «Il faudrait avoir déjà rempli une fiche de paie et payé des charges sociales avant de se retrouver à gérer un département», lance Pierre Muller. En 1995, le libéral est élu avec le slogan «Un patron pour la Ville». «À la tête d'une entreprise de reliure, j'avais l'habitude des négociations avec le Syndicat du livre et du papier (SLP). C'était compliqué. Alors, quand je me suis retrouvé ensuite face à la commission du personnel, somme toute assez brave, je n'ai pas eu de difficulté particulière.» André Hediger souligne, lui aussi, l'importance des liaisons syndicales. «On apprend à écouter les avis

des autres et à en tenir compte», dit l'ancien mécanicien de précision. Figure de l'Alliance de gauche, le syndicaliste a siégé au Conseil administratif entre 1987 et 2007. Le travail en usine lui a aussi appris «à vivre en équipe».

Pour Patrice Mugny, le monde politique s'est fortement «bureaucratisé» ces dernières années. «Formatés», tous diplômés d'université, les élus sont aujourd'hui «des fonctionnaires mieux dotés». «Ils n'arbitrent plus, regrette l'ancien magistrat écologiste. Ils n'osent plus trancher et aller contre l'administration ou l'opinion publique.» Patrice Mugny se rappelle avoir dû, lors de son arrivée au pouvoir, en 2003, se séparer de plusieurs directeurs, dont ceux du Musée d'art et d'histoire et du Musée d'ethnographie. «J'ai fait des

manchettes et des scandales pendant des mois, et j'ai été réélu. Être impopulaire, c'est ce qui fait le délice de la fonction.»

Seul Michel Rossetti relativise l'importance de l'expérience dans le privé. «Ce qui compte, c'est le parcours de chacun», affirme l'ancien magistrat radical. «J'étais avocat quand j'ai été élu. Mais j'étais fils d'ouvrier et venais d'un milieu populaire. J'ai fait des petits boulots, travaillé au Grand Passage et aidé des personnes âgées aux Pâquis», se rappelle-t-il. Des expériences qui réduisent le risque d'être «déconnecté» de la vie réelle. «Il faut savoir s'éloigner de ceux qui veulent vous protéger», ajoute Michel Rossetti. «Aujourd'hui, les élus peuvent être vite dans leur tour d'ivoire», conclut André Hediger. **T.A.**

Indépendants plus rares

Doctorant à l'Université de Lausanne, Karim Lasseb s'intéresse aux profils des élus de quatre villes suisses (Zurich, Lucerne, Lausanne et Lugano) depuis 1945. «Les employés du privé ont toujours été sous-représentés, au détriment des cadres de l'administration, du monde associatif et des professions libérales», rappelle-t-il. Cela s'explique notamment par un emploi du temps moins flexible quand on est salarié. Il faut avoir un chef compréhensif. Les reconversions professionnelles sont aussi plus compliquées en cas de non- (ré)élection.

En Ville de Genève, il semble toutefois que le Palais Eynard attire moins les indépendants qu'autrefois. Parmi les 22 «candidats à la candidature», on n'en trouve que quatre: trois avocats et un chef d'entreprise. Ce dernier, Cristo Ivanov, est député UDC et ancien conseiller municipal. Il dirige une entreprise

PUBLICITÉ

Fait N° 4

66% des Genevois ont une perception erronée de leur capacité à devenir propriétaire.

Source: Sondage CGI - mars 2018

Et vous?

Devenir propriétaire, on y a droit!
devenirproprietaire.ch